NOTRE ENQUÊTE

ALORS QU'EMMANUEL MACRON A ANNONCÉ UN « BEAUVAU DE LA SÉCURITÉ » (2/2)

Paroles de policiers

« Nous sommes confrontés à une société de plus en plus violente et on nous demande d'être de plus en plus professionnels avec des moyens de moins en moins efficaces ! »
Jérémie, policier grenoblois depuis une vingtaine d'années, est par ailleurs le représentant isérois du nouveau syndicat « Option nuit ».
Le terrain, il connaît bien. Et l'image largement véhiculée ces derniers temps d'une police qui serait violente, raciste et corrompue lui laisse un goût amer. « La police française est la plus réglementée et la plus surveillée du monde », avance-t-il en préambule. « Et quand on voit des vidéos ou des photos de manière brute qui montrent des policiers en train de porter des coups, on les assimile immédiatement à des bavures sans en connaître le contexte. Pour les derniers faits en date, des enquêtes sont en cours… mais on a déjà vu, par le passé, des situations s'enflammer autour de pseudo-violences policières qui, au bout du compte, se sont révélées ne pas en être ! ».
Et de fustiger un climat qui rend l'action de la police systématiquement suspecte : « Quoi que nous fassions, nous sommes toujours critiqués ! Du coup, à la moindre intervention, on appréhende, y compris les sanctions judiciaires qui pourraient être prises contre nous ».
Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'interdiction qui leur a été faite, en juin dernier, d'utiliser la méthode d'étranglement pour maîtriser un individu récalcitrant, n'est pas admissible pour lui. « Pendant des années, la technique d'étranglement pour amener la personne au sol et la menotter, était utilisée dans 90 % des cas. Il a fallu un drame pour qu'on l'abandonne… Maintenant, on ne peut rien faire d'autre que porter des coups. Certes, on peut aussi avoir recours au pistolet à impulsion électrique et au gaz lacrymogène mais pas toujours parce que leur utilisation est très réglementée et seulement possible dans certaines circonstances ».

« Les policiers sont confrontés à une hostilité quasi-permanente »

En résulte, selon lui, une défiance de la population envers la police « plus forte que jamais. Nous sommes confrontés à une hostilité quasi permanente. Dès qu'on est en patrouille on se sent en danger et agressés. À commencer par les tags antipolice qui fleurissent un peu partout. Dès qu'on met un pied à terre pour faire un contrôle, on voit des riverains se mettre à leur fenêtre pour nous insulter, y compris dans les quartiers qui ne sont pas considérés comme particulièrement sensibles. Et des passants viennent souvent s'en mêler et nous filmer. En soi, ce n'est pas dérangeant qu'on nous filme mais c'est une pression supplémentaire parce qu'on sait bien que c'est dans l'attente d'un dérapage. Surtout quand des jeunes viennent nous provoquer tandis que leurs copains filment de suffisamment loin pour qu'on n'entende pas ce qu'ils nous disent ».

Vanessa LAIME

« À chaque fois qu'un fait divers met des policiers en cause, c'est toute la profession qui est salie », déplore cet officier de police rhônalpin. « Or, ce que l'on voit dans les médias et surtout sur les réseaux sociaux (que l'on n'a pas su maîtriser et dont on a largement sous-estimé le pouvoir de nuisance…), ce n'est pas ça, la police ! Les missions des policiers sont multiples et ne se résument pas au maintien de l'ordre ». Selon lui, la défiance de la population envers les forces de l'ordre ne date pas d'hier mais il y a eu un « basculement » avec le mouvement des gilets jaunes.
« Les interventions de police sont devenues de plus en plus difficiles et de plus en plus contestées. Pour tout et n'importe quoi… Même une mission qui nous semble anodine peut vite dégénérer parce que les gens s'opposent de plus en plus à nos actions. Ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est un fait ! Et ils s'interposent la plupart du temps sans savoir pourquoi, ni contre qui on agit ».
Il redoute que cette « vague de dénigrement », que « ce jour négatif sous lequel la police est systématiquement représentée », finisse par démotiver les meilleures volontés : « Ce qui risque d'arriver, c'est qu'on se dise "Si c'est comme ça, on ne fait plus rien !" ». D'autant que ce métier n'est déjà plus une vocation pour beaucoup qui l'exercent uniquement parce qu'il faut bien faire bouillir la marmite ».
Un ras-le-bol qui s'illustre déjà avec l'appel de certains syndicats de police à faire la grève du zèle…
Pour autant, il reconnaît aussi que, dans les rangs de la police, certains ne sont tout simplement pas à la hauteur. La faute, selon lui, à un mauvais recrutement et à une formation insuffisante. « À un moment donné, il n'y avait plus assez de policiers. Ce n'est pas spécifique à la France, c'est aussi lié aux attentats terroristes qui ont nécessité de recruter davantage. Sans doute à un mauvais niveau et trop rapidement… tout en diminuant les temps de formations, ce qui n'a rien arrangé ».
Et de pointer également le défaut d'encadrement dont il fait pourtant partie. « À l'école d'officiers, on nous dit que notre métier ce n'est plus d'être sur le terrain mais d'être dans des bureaux pour faire des stat', d'être des technocrates, quoi ! On a peut-être aussi donné trop de responsabilités à des gens moins gradés qui n'étaient pas faits pour ça. Parce que le commandement, ce n'est pas quelque chose qui peut s'acquérir, souvent c'est inné… ».

« Un mauvais recrutement et une formation insuffisante »

À demi-mot, il cible aussi une administration qui paie sa trop grande inertie. « Les prises de décisions se font moins rapidement qu'ailleurs. Cette administration est trop concentrée, ne laisse pas assez d'autonomie aux directions régionales et départementales, et ne sait pas gérer son image. Tout ce qui se passe en ce moment est aussi la conséquence de notre incapacité à bien communiquer alors qu'en face on a des personnes qui ne sont pas du tout impartiales et qui se servent de nous pour faire de la politique. Ceux qui en paient les frais, ce sont les hommes sur le terrain. Et ça, ce n'est pas juste : on est trop exposés, on devrait nous laisser faire notre travail sereinement ».

V.L.

QUESTIONS À…

Fabien Jobard
Sociologue

Directeur de recherche au CNRS et auteur de plusieurs ouvrages sur la police, dont le dernier coécrit avec Olivier Fillieule*, Fabien Jobard pointe du doigt la politisation et la centralisation excessives de la police. Tout en posant un regard acéré sur le rapport ambigu qu'entretient la population française avec sa police…

Photo Remy Artiges

➤ Les Français et leur police

Comment expliquez-vous cette relation ambivalente ?
« Il y a quand même une majorité silencieuse en France qui soutient sa police. La police est l'une des institutions les plus appréciées, bien plus appréciée que la presse, la justice ou le gouvernement. Simplement, il y a une double spécificité en France. La première, c'est que cette opinion positive est en moindre proportion que dans les autres pays européens. Deuxièmement, l'idée que la police ne traite pas tous les gens de la même manière, est soutenue par un gros tiers de la population, c'est énorme. Il ne faut pas oublier que la police a une très mauvaise image dans les banlieues quand bien même la demande de police y est très élevée. Les gens, même les plus modestes, veulent de la police mais estiment que la police, telle qu'elle se présente à eux, n'est pas satisfaisante parce qu'elle serait trop inéquitable. »

Est-ce une réalité ? La police française serait-elle plus critiquable qu'ailleurs ?
« Quand je montre à un public allemand des policiers français intervenant avec des lanceurs de balles de défense dans des manifestations, ils regardent ça avec des yeux écarquillés. Il y a quand même des traits singuliers à la police française. Le plus spectaculaire, c'est son équipement. Elle est équipée avec des moyens qui servent uniquement à des unités d'élite en Allemagne ou en Angleterre. Le fait qu'on a recensé 13 000 tirs de lanceurs de balles de défense durant le mouvement des gilets jaunes est quelque chose de difficilement compréhensible pour nos voisins. La police de Londres pendant les émeutes d'août 2011, a refusé d'utiliser ces lanceurs de balle de défense. Il y a eu un gros débat. Mais malgré des jours et des nuits de pillages et de violence, la police a tenu à cette tradition qui fait qu'ils ne sont pas armés en Angleterre. Le deuxième trait, c'est la récurrence de la police à la Une des journaux. Je ne connais qu'un seul pays qui est confronté à cela : les États-Unis. Avec une différence fondamentale, c'est que là-bas, ils emploient l'arme à feu. Mais la préoccupation des problèmes posés par la police, il n'y a qu'aux États-Unis qu'on la retrouve. »

➤ « On a renforcé l'emprise politique de la police »

Pourquoi la police française fait-elle à ce point la Une de l'actualité ?
« Parce que c'est une institution centrale qui est très facilement "politisable". Les ministres de l'Intérieur qui se succèdent à ce poste, ont beaucoup plus qu'ailleurs la tentation d'utiliser la police à des fins de communication. On est dans une tradition où les problèmes de sécurité offrent un tremplin politique. »

C'est une arme politique selon vous ?
« Ça ne peut être que comme ça dans un pays où la police est à ce point centralisé. En plus grâce à Sarkozy ou à cause de Sarkozy, depuis 2009, la gendarmerie est également entre les mains du ministère de l'Intérieur. On a renforcé cette emprise politique. »

➤ Les pistes de réflexion

À côté de cela, une frange de la population demande encore plus de présence policière…
« Je suis d'accord et ça offre une base revendicative aux syndicats. Les syndicats de police jouent un rôle essentiel. Leur compétition entraîne un mouvement d'escalade. On est dans une dynamique qui s'ajoute à la politisation de la police. Les syndicats de police et les gouvernements volontiers conservateurs s'appuient toujours sur cette demande d'autorité mais ils ont tendance à la confondre avec une demande de violence. »

Quelles sont les pistes de réflexion pour aplanir ces tensions ?
« On a un problème pour ouvrir ce chantier. En France, les difficultés sociales sont quand même très dures et s'expriment souvent avec violence. Dans un climat plus compliqué qu'ailleurs, c'est difficile de réformer la police. Deuxièmement, la France est un pays - beaucoup plus que les autres - sous la menace permanente du terrorisme. Néanmoins, il existe des pistes de réflexion. Il y a chez les gendarmes en province, une culture de la discipline, de la proximité -qui se perd malheureusement- qu'il faudrait réintroduire dans la police. Le rapport Peyrefitte en 1977 disait déjà très clairement qu'il y a un problème de confiance entre la police nationale et la population, insistant sur cette culture de proximité de la gendarmerie qui pourrait être un exemple à suivre. »

➤ « Sarkozy a gouverné la police avec les syndicats »

Cette proximité, on s'en est malheureusement éloigné…
« Absolument ! Lorsque Nicolas Sarkozy est arrivé en 2002 au ministère de l'Intérieur, il a préparé le terrain. Il a beaucoup travaillé avec le syndicat des commissaires de police. Eux étaient très hostiles à la police de proximité. Ils voulaient être les managers de grands commissariats de police. Sarkozy a gouverné la police avec eux. C'est lui qui fait passer le nombre d'officiers de police de 15 000 à 9000. Le sous-encadrement que Gérald Darmanin déplore, résulte de cette synergie du passé. Le fait qu'on a renié l'autonomie de la gendarmerie, sa capacité à déployer des unités de proximité, a accru non seulement cette centralisation de la police mais aussi le pouvoir des institutions syndicales. »

Propos recueillis par Stéphane PULZE

* "Politiques du désordre, la police des manifestations en France", aux éditions du Seuil

En Suisse, le système confédéral fait exister 26 polices de proximité qui dialoguent avec le citoyen

Le maintien de l'ordre en Suisse ? La phrase sonne presque comme un oxymore tant l'image d'Épinal du pays est justement celle d'un État où les choses sont naturellement policées. La violence peut exister dans les manifestations, qu'elles soient politiques ou sportives, avec des phénomènes de hooliganisme, mais elle est globalement bien régulée. Y compris quand elle est importée. En tant que deuxième site des Nations Unies, Genève est par exemple souvent le théâtre de manifestations en lien avec des événements extérieurs.

Le 26 juin 2019, à Genève, des opposants camerounais avaient demandé le départ du plus ancien président africain, Paul Biya, qui a ses aises à l'Intercontinental, dans une atmosphère tendue mais sans heurts. Photo Le DL/A.IBOUSSI

Les 3D : Dialoguer-Désamorcer-Défendre

Près de 2000 gilets jaunes s'étaient même rassemblés devant l'Onu le 20 février 2019 dans un grand calme. Une manifestation autorisée par la police genevoise, avec qui les organisateurs avaient pris langue. Ce n'est pas forcément toujours le cas, mais même les manifs non autorisées ne sont pas dispersées. La stratégie helvétique ? « La doctrine d'intervention repose sur la stratégie 3D Dialoguer-Désamorcer-Défendre. Cela concerne le maintien de l'ordre, mais presque toutes les situations auxquelles doit faire face la police. Dans 80% des cas, la première phase suffit à régler le problème », souligne Florence Maillard porte-parole de la police vaudoise.

Son homonyme (mais sans lien de parenté) Frédéric Maillard, expert suisse des questions policières pointe des raisons sociologiques de fond. « En Suisse, il n'y a pas une ou deux polices nationales centralisées, mais 26, ce qui autorégule la compétition militariste. En plus elles sont locales par nature puisqu'elles sont cantonales. Un policier connaît les manifestants, il y a peut-être un ami ou un cousin ». Ce maillage fait que les mouvements extrêmes sont vite repérés.

Les policiers ont aussi une formation plus longue en Suisse : deux ans, dont un à l'école et l'autre en stage. Si les polices romandes n'ont pas d'unités spéciales dédiées au maintien de l'ordre, d'autres ont monté des équipes spécialisées. S'inspirant de ce qui est fait en Allemagne, la police bernoise a ainsi une unité "Dialogue". Simplement vêtus d'uniformes et de gilets oranges, au contraire de leurs collègues casqués et protégés de boucliers, ils vont au contact direct des manifestants pour discuter. L'objectif consiste à briser la spirale de la violence en maintenant toujours la communication. Pour les grandes foules, la police bernoise a aussi un véhicule pour diffuser des messages, que ce soit par mégaphone ou écrans géants.

D'une manière générale en Suisse, les autorités sont aussi beaucoup plus respectueuses des droits des citoyens. Et ceux-ci ont d'autres canaux pour porter leurs messages politiques. « Ils peuvent s'exprimer 4 fois par an dans les urnes. La rue est moins un espace de revendications dures qu'en France, d'autant que les processus politiques jusqu'aux décisions ne sont pas centralisées » pointe encore Frédéric Maillard. Dans un pays où cohabitent trois grandes langues (et même quatre avec le petit Romanche) et trois cultures, le plus grand ciment de l'unité nationale est la démocratie, et l'État de droit. Une notion avec laquelle personne ne badine…

Sébastien COLSON

TTE25 - V1